

Espagne : de l'émigration à l'immigration

José NARANJO RAMÍREZ

Résumé

L'Espagne comme pays d'émigration et d'immigration. Après une émigration intense vers l'Amérique latine, l'Espagne, dans la période postérieure à la guerre civile et la seconde guerre mondiale, connaît un mouvement migratoire vers l'Europe. Elle devient dans ces dernières années, pour des raisons précises, un pays d'immigration avec des conséquences socio-économiques auxquelles elle doit faire face.

Mots-clés : Accroissement de la population, Déséquilibre population/ressources, Émigration, Immigration Amérique, Europe, Franquisme.

Abstract

Spain – a country of emigration and immigration. After heavy emigration to South America, Spain experienced a period of emigration to European countries following the Civil War and World War II. Over the last few years it has become, for certain specific reasons, a destination for immigrants and must face the socio-economic consequences this entails.

Keywords : Spain Emigration, Immigration America Europe, Francosim, Increase in population, Imbalance between population and resources.

À la fin du xx^e siècle et au cours des premières années du xxi^e, l'Espagne voit apparaître un nouveau thème social qui vient s'ajouter aux questions déjà classiques qui, de forme assez répétitive, comptaient parmi les principales préoccupations des Espagnols. Au terrorisme et au chômage, soucis constants des Espagnols, s'ajoute maintenant un autre totalement nouveau : l'immigration, l'arrivée massive d'étrangers en Espagne. Fait d'autant plus frappant qu'il y a peu, le problème était inverse : l'exode des Espagnols vers d'autres parties du monde.

Effectivement, l'Espagne a été historiquement, sans aucun doute, un pays de migrants. À l'émigration du passé se substitue actuellement une immigration.

Mais ces phénomènes ne se sont pas produits de la même manière à tout moment, mais en plusieurs phases qui ont toutes répondu à des caractéristiques et des comportements concrets et spécifiques. Nous nous proposons ici, de manière générale et sans la précision qu'une étude approfondie exigerait, de présenter chacune de ces étapes et faire connaître ses traits les plus significatifs et, surtout, ses conséquences les plus nettes et

les plus apparentes. À cet effet nous distinguerons les courants migratoires suivants :

- l'émigration vers l'Outremer,
- l'émigration vers l'Europe,
- l'immigration moderne.

L'émigration vers l'Amérique et les autres anciennes colonies espagnoles

La tradition migratoire espagnole est fort ancienne. En effet, depuis la découverte de l'Amérique à la fin du xv^e siècle, il existe déjà un courant migratoire solide et contrasté qui, en direction de l'Amérique hispanique, suppose le transfert d'un très grand nombre, quoiqu'indéterminé, d'Espagnols du territoire européen vers le Nouveau Monde. Les raisons qui poussent les Espagnols sont très variées : raisons politico-administratives (occuper des postes de gouvernement et d'administration), militaires (le nouveau territoire doit être contrôlé militairement), économiques (essayer de faire fortune sur le nouveau continent), sociales (fuir la justice, par exemple), etc.

Et, curieusement, ce courant migratoire vers l'Outremer connaîtra une intensité particulière au xix^e siècle, au moment où commence le processus d'indépendance de la plus grande partie des territoires américains. Ces processus de libération politique, loin de freiner l'arrivée des Espagnols sur le territoire américain, agissent en sens contraire : le flux des émigrants augmente considérablement. Ce sont alors des raisons fondamentalement économiques qui justifient et expliquent cette nouvelle situation.

L'Espagne – et l'Europe en général – vit encore une situation dans laquelle les périodes de crise économique sont fréquentes ; crises de subsistance, provoquées par de mauvaises récoltes et par des cycles économiques négatifs, qui, très souvent, entraînent la famine, et avec elle, épidémies, maladies, misère et mort. Et face à une Europe en crise existent dans toute l'Amérique, depuis le début du xix^e siècle, de nouveaux pays, avec de vastes territoires complètement dépeuplés, qui ont besoin de nouveaux occupants pour les organiser économiquement et, en définitive, les incorporer sur un plan productif, social et économique aux nouveaux projets de nations qui sont en train de voir le jour. L'attribution gratuite de terres aux « colons » espagnols voulant s'y installer était un phénomène courant, de sorte que chaque crise agraire sur le vieux continent provoquait automatiquement d'importants déplacements de population espagnole vers l'Amérique.

Faire une évaluation chiffrée de ce courant migratoire est pratiquement impossible, car ces déplacements sont complètement étrangers à une quelconque intervention de l'État, et, par conséquent, échappent à tout contrôle statistique. Nous savons, cependant, que ces volumes de populations

sont très importants et qu'ils ont eu pour conséquence le repeuplement de l'Amérique.

Nous connaissons néanmoins quelques-unes des caractéristiques de ces groupes de population originaires d'Espagne :

– leur destination sont les anciennes colonies espagnoles, ayant acquis ou en passe d'acquérir leur indépendance ; en particulier, bien sûr, les pays d'Amérique, ainsi qu'à un certain moment, les Philippines ;

– il s'agit, en général, de migrations à caractère familial, avec, fréquemment, un premier contact du père suivi, une fois les premières difficultés passées, de l'émigration de la famille dans sa totalité, y compris les enfants et même les parents ;

– pour cette raison même, il s'agit de migrations plutôt équilibrées quant à la répartition par sexe et âge des émigrants ;

– les migrations sont généralement définitives, car la grande distance entre les pays d'origine et de destination – le trajet durait plusieurs semaines d'une traversée maritime réellement éprouvante –, ainsi que le coût élevé du voyage, ne permettaient pas de revenir si les choses tournaient mal ;

– du point de vue professionnel, la majeure partie des émigrants étaient des agriculteurs qui, en arrivant, se mettent à occuper et à cultiver des terres dans des régions dépeuplées ; mais, assez fréquemment, une évolution professionnelle postérieure entraînait un déplacement vers les villes où les émigrants occupaient des professions typiquement urbaines : administration publique, artisanat et commerce essentiellement ; en vertu de ces stratégies, les émigrants accumuleront des fortunes conséquentes, et deviendront de nouveaux dirigeants du pays dans différents secteurs : social, politique et économique ;

– quant aux provinces d'origine des émigrants espagnols, et bien que toutes les régions soient concernées, ce sont précisément les plus défavorisées économiquement qui se détachent, et, parmi elles, une en particulier : la Galice. L'importance des émigrants galiciens – et, dans une moindre mesure, les habitants des Asturies – dans tous les pays d'Amérique fut telle que, encore aujourd'hui, on appelle tous les Espagnols des « *gallegos* » (Galiciens), et que dans toutes les grandes villes américaines, il existe des centres sociaux, des banques, des entreprises et des groupes économiques qui portent le nom de cette région d'Espagne ; l'exemple le plus répandu est celui de « La Casa de Galicia », lieu de rencontre et d'échanges très influent qui existe dans toutes les grandes capitales et villes américaines.

Ce processus explique l'apparition en Espagne, dès le XVI^e siècle et jusqu'à la fin du XIX^e et au début du XX^e, d'un nouveau type social, connu sous le nom de « *el indiano* », cet ancien émigrant, devenu un personnage fortuné qui, après plusieurs années, revient à son lieu d'origine, un humble hameau la plupart du temps, où, en plus d'afficher son nouveau

niveau de vie, et sa réussite, il va faire construire un véritable palais qui contraste de manière éclatante et un peu scandaleuse avec l'humilité, la simplicité et même la misère du reste des maisons de la localité.

Ce mouvement migratoire est prédominant en Espagne jusqu'au premier tiers du xx^e siècle. À cette époque la situation change considérablement dans les pays américains, où toutes les terres sont maintenant occupées et colonisées, où l'on n'a plus besoin de population rurale et où, par contre, est en train de naître un processus de développement industriel. Dans ces conditions, les pays américains ferment leurs frontières à l'immigration indiscriminée et commencent à pratiquer ce que l'on a appelé « l'immigration sélective » : on facilite et on encourage l'arrivée d'immigrants avec une formation solide (ceux qui peuvent contribuer au développement du pays) et en contrepartie, on refuse l'entrée d'une population rurale.

L'exemple le plus significatif concerne le Venezuela, pays qui a atteint un rythme de développement spectaculaire grâce à la richesse pétrolière, et qui tous les ans dépêchait dans les principales villes d'Espagne des délégations chargées de choisir les candidats à l'émigration ; on retenait, bien évidemment, les meilleurs et les mieux préparés, auxquels on offrait des conditions financières attrayantes pour se rendre au Venezuela. Précisément ces techniciens espagnols (ingénieurs, économistes, etc.) seront les responsables de l'envol économique vraiment extraordinaire que le Venezuela a connu pendant ces décennies.

Pour conclure, il nous faut réfléchir aux conséquences de ce courant migratoire pour l'Espagne. S'agissant d'une émigration à caractère majoritairement définitif, qui a supposé le transfert de résidence de ces familles vers le continent américain, sa répercussion économique en Espagne a été assez limitée. Cette influence se réduit à quelques envois sporadiques d'argent en Espagne pour aider les familles restées au pays, à des investissements qui, dans quelques cas, se font dans la localité d'origine (demeures somptueuses) et à des dépenses théâtrales et exagérées auxquelles se livrent ces « *indianos* » quand ils reviennent pour un temps dans leur région d'origine. D'un point de vue démographique et social, les conséquences sont plus importantes, parce que ces migrations signifient une baisse importante de la pression humaine et sociale dans des régions où la misère est présente, et, d'une certaine façon, les migrations contribuent ainsi à la stabilité politique et sociale de l'Espagne de l'époque.

Faute de statistiques fiables de l'époque de la splendeur de ces migrations, nous présentons les chiffres de l'étape ultime de ce courant migratoire, quand il est déjà en plein déclin. Il est nécessaire de rappeler qu'en matière d'émigration en général, les statistiques sont purement indicatives, car une proportion très importante des émigrants effectuent leur départ de manière incontrôlée et non soumise aux calculs et statistiques officiels (tableau 1).

Tableau 1: *Émigration espagnole vers l'Outremer: 1921-1936*

Année	Émigrants	Année	Émigrants	Année	Émigrants
1921	62 479	1927	43 867	1932	16 809
1922	63 512	1928	48 555	1933	13 180
1923	93 246	1929	50 212	1934	15 655
1924	86 920	1930	41 560	1935	16 921
1925	55 554	1931	19 979	1936	10 709
1926	45 183				
Total					684 341

Source: Ministère du Travail.

Tableau 2: *Émigration espagnole vers l'Outremer: 1965-1980*

Année	Argentine	Australie	Brésil	Canada	États-Unis	Mexique	Venezuela	Autres	Total
1965	932	557	482	733	496	383	5 531	1 107	10 221
1966	1 880	660	633	1 006	900	436	4 713	1 340	11 568
1967	1 384	367	702	1 194	754	467	4 295	1 378	10 541
1968	1 581	880	975	1 177	863	466	4 108	1 373	11 423
1969	1 767	1 165	871	744	1 127	522	3 722	1 447	11 365
1970	658	884	356	519	1 045	551	3 010	858	7 881
1971	627	1 127	278	373	791	449	2 756	881	7 282
1972	308	687	353	278	861	478	2 220	824	6 009
1973	135	1 059	229	385	666	427	1 291	864	5 056
1974	178	1 122	146	416	306	404	1 139	875	4 586
1975	157	1 177	189	440	276	270	1 447	903	3 859
1976	125	146	195	293	227	394	1 306	686	3 372
1977	102	116	128	171	208	277	1 474	710	3 186
1978	125	33	70	89	91	99	1 277	1 844	3 628
1979	92	23	69	99	66	151	1 043	2 637	4 180
1980	98	172	61	84	58	24	417	2 434	3 348
TOTAL	10 149	9 175	5 737	8 001	8 735	5 798	39 749	20 161	107 505
Pourcentage	9,44	8,53	5,33	7,44	8,12	5,39	36,97	18,75	100,00

Source: Ministère du Travail.

Pour donner un aperçu des destinations choisies par les émigrants espagnols, nous présentons la répartition géographique de l'émigration espagnole vers l'Outremer, dans son étape vraiment ultime, quand l'Espagne était déjà en train de vivre le passage de son statut de pays d'émigration à celui de pays d'immigration (tableau 2 *supra*). Observons ainsi comment, dans cette dernière phase, les destinations classiques de l'émigration espagnole (les anciennes colonies de l'Amérique hispanique) se sont diversifiées au profit d'autres secteurs géographiques : Australie, Brésil, Canada, États-Unis.

L'émigration espagnole moderne, l'émigration vers l'Europe

Les années 1930 forment une parenthèse pendant laquelle, tout en conservant un certain courant migratoire vers l'Amérique, les chiffres de celui-ci restent assez modérés, en comparaison de ceux des époques précédentes. Ce sont les années, rappelons-le, de la grande crise de 1929, qui donna un coup de frein important à l'activité économique mondiale, et fut fréquemment marquée par la paralysie totale, la faillite d'entreprises et le chômage généralisé.

Naturellement, ce contexte a eu une influence sur les migrations internationales, d'autant plus qu'en même temps, d'autres éléments deviendront, à la longue, le moteur d'un nouveau flux migratoire. En particulier, la crise économique a engendré un climat pessimiste, de défiance envers l'avenir, qui s'est traduit par une baisse de la natalité européenne, et un ralentissement du rythme de croissance de la population. Ce climat, en fait, n'était pas nouveau ; plusieurs années auparavant, une baisse de la natalité était apparue après la première guerre mondiale ; et quand, après « les Glorieuses Années 1920 », l'optimisme social, économique et démographique paraissait l'emporter, la grande crise de 1929 mit de nouveau sens dessus dessous l'économie mondiale et l'on put observer immédiatement un coup de frein important à la natalité.

La seconde guerre mondiale n'est pas sans conséquences sur cette situation mais il faut tenir compte du fait que les décès dus à la guerre affectent, surtout, la population jeune (en âge de procréer), si bien que l'on connaît de nouvelles et brusques baisses de la natalité et, en définitive, une réduction du contingent démographique de nombreux pays européens.

En ce qui concerne l'Espagne qui, entre 1936 et 1939, avait également connu un conflit très sanglant (la guerre civile espagnole), sa théorique neutralité postérieure lui avait valu une participation directe très atténuée à la seconde guerre mondiale, avec pour conséquence le début d'un redressement démographique alors que le reste de l'Europe connaissait un déclin très net dans ce domaine. Et cette évolution sera d'autre part accentuée par l'option clairement définie du nouveau régime (celui du général Franco)

en faveur d'une politique nataliste, pratiquée également par les autres régimes fascistes européens, politique fortement soutenue par la propagande en faveur d'un modèle de familles nombreuses et par l'interdiction de méthodes contraceptives. En définitive, le décor que nous voulons planter est celui d'une Europe en net déclin démographique, avec une natalité et une croissance très faibles, alors que l'Espagne (ainsi que le Portugal et, dans une moindre mesure, l'Italie), est en train d'initier une étape de forte croissance démographique.

Dans les années qui suivent la seconde guerre mondiale, l'Europe, profondément endommagée dans ses infrastructures économiques, avec un système de production pratiquement détruit, amorce une étape de redressement d'une telle intensité et d'une telle rapidité que, dans certains cas, il est possible de parler de « miracle » économique. Dans l'histoire de l'économie mondiale, ce processus de reconstruction européenne reste comme un modèle de passage de la destruction et de la ruine la plus absolue à une prospérité réellement prodigieuse. Mais un processus de ce type requiert une main-d'œuvre importante, de sorte que, très rapidement, se font sentir les effets de la faible croissance démographique vécue dans les dernières décennies.

Dans cette Europe, la situation de l'Espagne est tout à fait paradoxale : l'économie du pays, dont le total isolement sur le plan international est fruit de sa position ambiguë adoptée pendant la seconde guerre mondiale, passe par des moments réellement critiques ; en particulier les régions à secteur agricole prédominant (comme l'Andalousie, l'Estrémadure, la Galice, l'Aragon, la Castille...) doivent faire face à une succession de mauvaises récoltes, et aux effets de la modernisation des techniques agricoles, en particulier la mécanisation qui fait qu'une grande partie de la main-d'œuvre de l'agriculture traditionnelle se retrouve sans emploi. Pour ce qui est de la population, la politique « nataliste » mentionnée plus haut entraîne dans ces régions une croissance vraiment spectaculaire.

Et c'est ainsi qu'apparaît le cadre idéal pour le début d'un nouveau flux migratoire : une Europe en pleine croissance économique mais qui n'a pas la main-d'œuvre suffisante pour affronter cette croissance ; une Espagne avec une forte croissance démographique qui, dans les régions les plus agricoles, subit un chômage généralisé. La contradiction va se résoudre par un transfert très important de l'excédent de population espagnole pour couvrir la demande humaine que la croissance européenne engendre.

Cet exode est en partie facilité par la présence en Europe d'un contingent de population espagnole qui agit comme intermédiaire et constitue une tête de pont pour l'embauche de ses compatriotes. Ce contingent vient, en grande partie, des Républicains exilés qui, après le triomphe du franquisme, ont fui l'Espagne et, pour beaucoup d'entre eux, ont lutté ensuite, lors de la seconde guerre mondiale, aux côtés des Alliés. Ces anciens combattants,

après des difficultés multiples et considérables, une fois installés dans les différents pays européens (en France tout particulièrement), contribueront efficacement à trouver du travail à leurs compatriotes et à les aider à s'établir dans la nouvelle Europe. Ainsi débute une chaîne de relations humaines qui, telle une agence pour l'emploi spontanée et gratuite, va faire en sorte que des milliers d'Espagnols se lancent dans l'aventure de l'émigration vers l'Europe. L'importance et l'envergure de ce nouveau courant migratoire (spontané et incontrôlé au début) sont telles qu'apparaissent des organismes et des institutions, à caractère officiel, qui se chargent de réguler et d'organiser ces migrations. Parmi ces organismes, les plus significatifs sont l'Office national d'immigration (ONI, en France) et l'Institut national d'émigration (INE, en Espagne).

Les caractéristiques les plus significatives de ce flux migratoire sont les suivantes :

– l'émigration espagnole en Europe est majoritairement composée d'hommes qui voyagent seuls, laissant en Espagne femme et enfants. L'explication en est simple : les pays d'accueil ne souhaitent pas une émigration familiale qui les obligerait à offrir des prestations sociales (santé, logement, école, services sociaux en général...) à l'ensemble de la famille. L'Espagne y trouve également son intérêt, dans la mesure où une permanence familiale dans le lieu d'origine est une façon de garantir l'envoi intégral des devises étrangères ;

– il s'agit, pour cette raison, d'un courant migratoire dominé par des hommes jeunes : les pays de destination proposent des travaux pénibles qui requièrent une résistance physique importante, et par conséquent les émigrants d'âge avancé sont peu nombreux. Les femmes entrent, elles aussi, dans ce processus migratoire mais en nombre bien inférieur aux hommes, et, comme nous le verrons, avec une finalité professionnelle spécifique (service domestique en France, hôtellerie et service de nettoyage en Suisse, etc.) ;

– si l'émigration espagnole en Europe se présente sous deux formes – permanente ou saisonnière (en France, dans le secteur agricole) –, elle est cependant majoritairement temporaire et conçue par l'émigrant comme une étape transitoire de sa vie jusqu'à ce que sa situation économique lui permette le retour dans son pays d'origine. Dans tous les cas, les comportements sont très différents : la France, par exemple, est le pays qui encourage le plus le regroupement familial des émigrants, alors que la Suisse se distingue par un comportement exactement opposé, empêchant toute stabilité professionnelle des émigrants, toujours en contrats temporaires, et toute possibilité d'émigration à caractère familial ;

– les principaux pays d'accueil sont, dans l'ordre : la France (émigrations permanente et saisonnière confondues), la Suisse et l'Allemagne, même si la population émigrante espagnole est présente dans pratiquement tout le continent (tableau 3) ;

Tableau 3: *Émigration espagnole vers l'Europe*

Année	Émigration espagnole assistée à caractère permanent										Émigration saisonnière
	France	Allemagne	Suisse	Angleterre	Belgique	Hollande	Autres	Total			
1960	21 413	26 745	7 100	6 600	600	--	665	63 123	69 100		
1961	39 693	51 183	17 338	9 500	1 400	800	220	120 134	66 400		
1962	13 416	35 936	10 190	732	1 936	2 584	542	65 336	68 624		
1963	21 222	35 364	19 052	1 509	1 570	4 172	839	83 728	77 180		
1964	20 772	45 899	28 965	1 194	904	4 048	364	102 146	103 496		
1965	8 446	41 114	20 145	1 601	316	2 660	257	74 539	108 712		
1966	8 357	26 927	17 991	1 698	131	1 602	89	56 795	98 437		
1967	6 543	3 422	14 383	847	34	551	131	25 911	98 619		
1968	25 136	23 565	15 609	950	9	1 374	56	66 699	103 022		
1969	32 008	42 778	20 664	941	49	4 308	92	100 840	106 428		
1970	22 727	40 658	26 777	885	26	6 373	211	97 657	106 230		
1971	24 266	30 317	51 751	1 087	42	5 922	317	113 702	100 228		
1972	22 114	23 271	55 711	758	6	2 089	185	104 134	112 576		
1973	11 631	27 919	53 284	464	22	2 592	177	96 088	101 560		
1974	5 601	245	42 029	319	4	2 338	159	50 695	99 120		
1975	1 751	95	17 992	286	3	394	97	20 618	97 993		
1976	477	30	11 244	171	0	93	109	12 124	97 279		
1977	597	21	10 437	81	3	51	146	11 336	83 714		
1978	394	8	11 421	39	0	12	119	11 993	94 978		
1979	357	5	12 540	17	15	9	76	13 019	103 777		
1980	297	13	13 670	23	0	1	61	14 065	93 531		
TOTAL	287 218	455 515	478 293	29 702	7 070	41 973	4 912	1 304 682	1 991 004		

Source: Instituto Español de Emigración, Office National d'Immigration

– du point de vue professionnel, les émigrants espagnols sont majoritairement issus du secteur agricole, le premier contact avec l'émigration se faisant généralement par l'embauche au moment des récoltes (vendanges, surtout), même si intervient fréquemment par la suite un changement professionnel vers les secteurs de la construction, de l'industrie et du service;

– les régions de provenance de ces émigrants sont, comme nous l'avons déjà vu, celles qui présentaient la double condition de disposer à la fois d'une population très abondante et d'une économie misérable. Dans ce contexte de faible développement économique général de l'Espagne, quelques régions, profitant d'une attention particulière de la part du franquisme, commencèrent leur reprise économique plus tôt que le reste de l'Espagne. Ce fut le cas de la Catalogne, du Pays basque et de Madrid, la capitale. Ces régions non seulement ne furent pas touchées par l'émigration vers l'Europe, mais, au contraire, devinrent également des pôles d'accueil pour les émigrants en provenance des régions les moins favorisées ; au nombre de celles-ci, il faut citer l'Andalousie, accompagnée dans ce triste honneur par l'Estrémadure, la Galice, l'Aragon et quelques zones de l'intérieur de la Castille ;

– l'émigration saisonnière connaît, quant à elle, son apogée à la fin des années 1950 et pendant les années 1960. À partir de 1973, avec la première crise pétrolière, le doute sur la croissance économique se traduit par une chute de l'embauche d'émigrants (tableau 3).

En ce qui concerne les conséquences de ce courant migratoire, nous devons établir un *distinguo* entre le pays de provenance et le pays d'accueil. Dans les deux cas, la contribution de l'émigration au développement est reconnue et évidente (encadré page ci-contre).

L'Espagne, nouveau pays d'immigration

La mort du général Franco en 1975 et le changement démocratique qui, de manière pratiquement immédiate, se met en marche en Espagne, entraînent, entre autres choses, une plus grande fluidité dans les relations avec les pays de la Communauté économique européenne, jusqu'à aboutir à l'intégration totale dans l'Europe communautaire en 1986.

Et cela au moment où culmine un processus de développement économique, déjà apparu dans les dernières années du franquisme, et qui se verra renforcé par les aides en provenance de l'Union européenne. Le processus dans son ensemble signifiera non seulement la disparition pratiquement totale de l'émigration espagnole, mais aussi l'apparition d'un flux en sens contraire, l'Espagne se transformant progressivement en un nouveau pays d'immigration. Mais l'Espagne, pays de contrastes, va vivre ce processus de façon toujours surprenante, dramatique et, même, parfois, spectaculaire. Parmi les circonstances qui, avec la misère et l'absence de perspectives d'avenir dans les pays d'origine, facilitent et favorisent le processus, il convient de signaler les suivantes :

– l'existence d'une langue – l'espagnol – commune à plus de 400 millions de personnes, fait que l'Espagne devient la destination prioritaire des contingents migratoires originaires de ces pays. L'existence de liens familiaux latents avec les enfants et petits-enfants d'émigrants d'époques

antérieures, permet même parfois l'attribution de la nationalité espagnole aux descendants de ces émigrants espagnols ;

– la situation géostratégique de l'Espagne en fait la zone d'attraction spéciale pour l'immigration en provenance d'Afrique. Plusieurs facteurs interviennent dans ce sens de manière très claire :

Encadré : Avantages et bénéfices respectifs des pays d'accueil et de l'Espagne

Les bénéfices obtenus par le pays d'accueil

- Possibilité d'une expansion économique rapide, avec des effets anti-inflationnistes, car le rapport coût-salaire des immigrants est très inférieur à celui des natifs.
- Fluidité et mobilité de la main-d'œuvre, stabilisant ainsi le niveau des salaires.
- Les immigrants contribuent à financer une Sécurité sociale dont ils profitent rarement.
- Promotion des travailleurs autochtones, car les immigrants occupent toujours les postes inférieurs et moins bien rémunérés.
- Effets de stabilité, car la privation de droits politiques de l'immigrant affaiblit la classe ouvrière dans son ensemble.

Les bénéfices obtenus par l'Espagne

- Soulagement pour l'économie espagnole, par la réduction du chômage ; de fait, les niveaux proches du plein-emploi qui sont atteints n'auraient jamais été possibles sans l'émigration.
- Influence sur la hausse des salaires, du fait d'une main-d'œuvre disponible moins importante ; parallèlement, la hausse des salaires s'accompagne d'un renouvellement des équipements en vue de réduire les besoins en main-d'œuvre.
- Le volume des devises expédiées par les émigrants est si important que, entre 1961 et 1972, il représenta jusqu'à 80 % des réserves, ce qui signifie que, sans l'émigration, ces réserves auraient été inexistantes.

Les aspects discutables

- Les effets démographiques sont néfastes, car en touchant de manière différente les différents groupes (hommes-femmes, enfants-adultes-personnes âgées, actifs-non actifs) l'émigration provoque un grave déséquilibre dans la population des régions concernées. En particulier, il faut signaler le vieillissement dû à l'émigration, car ceux qui émigrent sont les plus jeunes, et également les plus capables sur le plan personnel et professionnel, ce qui signifie clairement un obstacle ajouté aux efforts en faveur du développement.
- Négatifs également sont les effets inflationnistes des envois de devises, et surtout leur transfert par le régime au pouvoir vers les régions les plus développées, avec pour paradoxe que l'émigrant, producteur de ces devises, n'en bénéficie ni directement ni à travers le développement de sa région d'origine. Dans ce sens, l'émigration a contribué indirectement à créer en Espagne une différenciation nette entre régions prospères et régions défavorisées, condamnées à être une réserve de main-d'œuvre bon marché à laquelle on fait appel en cas de besoin, sans aucune contrepartie.
- D'un point de vue social et humain, s'agissant d'une émigration avec idée de retour au pays d'origine, les émigrants, toujours à la recherche d'une meilleure épargne, développent une dynamique de travail intensif qui, tout en détruisant le cliché de nonchalance de l'homme méditerranéen, touche directement à la qualité de vie de l'émigrant : logement inadéquat, entassement dans des espaces insalubres, alimentation malsaine, manque d'hygiène et de loisirs, autant de facteurs qui auront inévitablement, à court ou long terme, des répercussions sur la santé de l'immigré.

– la proximité des côtes andalouses et du continent africain, ce qui entraîne le phénomène des «*pateras*» (embarcations de fortune) comme moyen désespéré d'entrer en Europe ;

– l'existence de territoires qui, par leur intégration territoriale en Afrique (Ceuta et Melilla), peuvent facilement être utilisés comme «salles d'attente» et «plateformes d'envol» vers l'Europe ; dans ce cas, le geste dramatique et désespéré sera le saut de la clôture frontalière qui sépare ces territoires du Maroc ;

– l'archipel des îles Canaries, le territoire européen le plus au sud, proche des côtes occidentales de l'Afrique, est d'un grand attrait pour la population subsaharienne potentiellement émigrante. Avec les «*cayucos*» (autres «*pateras*») se multiplient les manifestations du désir d'Europe pour les habitants de plusieurs pays africains ;

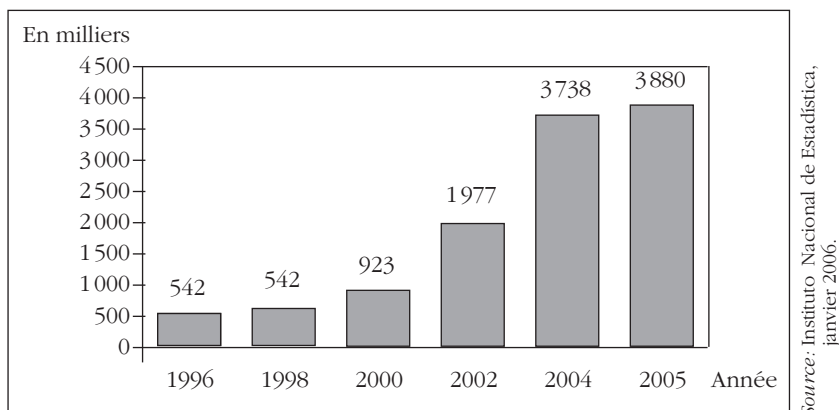
– d'un point de vue plus général, dans une perspective globale européenne, le traité de Schengen signé par la majorité des pays européens, en facilitant les déplacements dans l'espace européen, favorise les migrations de populations en provenance d'Europe de l'Est. D'où cette présence de «Roumains» qui, avec une situation de mendicité quasi permanente, donnent une image de marginalisation et d'échec de l'intégration, image que l'on ne peut absolument pas généraliser ;

– l'attitude flexible, concernant les régularisations d'immigrants illégaux, adoptée en Espagne périodiquement, a fait de ce pays une destination prioritaire et en quelque sorte mythifiée pour les courants migratoires de «sans papiers» du monde entier.

La conséquence de ces phénomènes est une augmentation, vraiment spectaculaire, du nombre d'immigrants en Espagne. Parmi ceux-ci, une proportion très significative et importante doit être considérée comme des «immigrants illégaux», dont l'entrée dans le pays s'est faite en dehors de tout contrôle et statistique. Pour cette raison, essayer d'établir le nombre total de tous ceux qui, en ce moment, composent la population immigrée en Espagne est une tâche pratiquement impossible. Cependant, dans un souci d'approximation, nous dirons que, d'après les données de l'Instituto Nacional de Estadística (INE, Institut national de la statistique), en janvier 2006 étaient recensés 3 884 000 étrangers en Espagne. Et, d'autre part, il faut remarquer que ce nombre chiffre une évolution très récente, à tel point qu'il ne serait pas exagéré d'affirmer que pendant ces dix dernières années, cette population a été multipliée par huit (graphique 1).

Le groupe le plus important (environ 37 %) vient d'Amérique du Sud (l'Équateur et la Colombie étant les pays les mieux représentés). La seconde zone en importance correspond à la Communauté européenne, dont les ressortissants, dans leur ensemble, représentent environ 22 %, en majorité d'origine britannique et allemande ; du continent africain viennent 19 %, surtout du Maroc, le groupe le plus nombreux après les Équatoriens.

Graphique 1 : Évolution du nombre d'étrangers recensés, 1996-2005



L'affluence de ressortissants d'Europe de l'Est est un phénomène plus récent et encore peu nombreux (13 %) (Polonais, Roumains et Bulgares), mais leur croissance a été vertigineuse ces dernières années: elle a été quasiment multipliée par vingt. Finalement, le continent qui envoie le moins d'immigrants en Espagne est l'Asie, dont la Chine (2 %); leurs effectifs ont été multipliés par quatre dans les dix dernières années.

Et si nous essayons de relier chacune de ces populations à des secteurs professionnels concrets, nous remarquons que les ressortissants de l'Union européenne se retrouvent en majorité dans le secteur financier et commercial, ainsi que dans les professions libérales. Il convient aussi de souligner l'existence d'une importante colonie de citoyens européens inactifs, qui n'occupent aucun emploi et qui résident en Espagne de façon quasi permanente pour des raisons de loisir, de repos, et pour la douceur du climat. Par ailleurs, les étrangers originaires d'Amérique latine se retrouvent surtout dans l'hôtellerie et le service domestique, alors que la population des pays de l'Est de l'Europe travaille majoritairement dans la construction. Les autres, et en particulier les Marocains, travaillent surtout dans l'agriculture et le secteur primaire en général.

Conclusion

L'étude des migrations en Espagne permet d'observer un parcours pratiquement complet de l'histoire des mouvements de la population mondiale, depuis les anciens déplacements intercontinentaux liés au passé colonial européen, en passant par les migrations découlant des processus de libération et d'indépendance de nouveaux territoires, puis par les déplacements de population qui ont suivi la guerre civile espagnole et la seconde guerre mondiale, pour terminer par la situation actuelle, dans le cadre de la globalisation totale des mouvements migratoires.

Cette expérience, cette connaissance du passé et des situations différentes occupées par les Espagnols à chaque moment, devraient nous permettre d'appliquer des critères d'objectivité et d'impartialité quand il s'agit de mettre en œuvre les politiques migratoires du moment. Parmi les idées de base mais significatives – du point de vue de l'auteur de ces lignes, évidemment – qui devraient être prise en compte, pourraient apparaître celles-ci :

– l'Espagne a actuellement besoin de l'immigration : autant en raison de l'âge de la population espagnole (vieillissante de manière flagrante), que de l'existence de tâches non souhaitées par les natifs, le recours aux immigrants est une nécessité indiscutable ;

– face à l'image que, dans certains secteurs, on prétend donner de l'immigrant qui rivalise avec le natif pour l'obtention d'un emploi et le lui enlève, la réalité est plutôt celle d'une collectivité qui contribue de manière décisive à créer de la richesse et à améliorer le bien-être du pays et de ses habitants, en occupant les emplois les moins bien considérés et les plus faiblement rémunérés ;

– dans les questions migratoires, comme dans tant d'autres domaines, il convient de rejeter les positions extrêmes, si couramment en usage. Ainsi, il est tout aussi inexact de dire que « l'Espagne connaît une invasion sans précédent, qui dépasse toutes les possibilités raisonnables d'intégration des immigrants », en employant des termes alarmistes tels que « invasion », « avalanche », « vague », « flot », etc. que de diffuser l'idée selon laquelle « ici, il y a de la place pour tous », car « si les oiseaux ne s'embarassent pas de frontières, celles-ci ne devraient pas exister davantage pour l'homme »... ;

– les immigrants sont-ils une menace pour la sécurité ? Cela ne peut pas être davantage affirmé que pour une autre collectivité. Il est clair que, là où existe un groupe de population en situation limite – ce qui est communément accepté et reconnu par les immigrants – il existe une propension plus grande à la perpétration de délits. Mais cela ne peut être considéré comme un indicateur de délinquance de la collectivité, mais comme une attitude de groupes concrets et spécifiques à l'intérieur de cette même collectivité. Et par ailleurs, il faut également comprendre le droit à la population autochtone à disposer d'une sécurité acceptable, avec des lois et des normes qui s'adaptent aux nouvelles situations créées par les nouveaux mouvements migratoires mondiaux ;

– la rencontre de cultures et de mentalités qui accompagnent l'émigration est un élément clairement enrichissant et souhaitable ; mais pour que cet aspect positif ne se transforme pas en exactement son contraire, c'est-à-dire en un ennemi de la coexistence, les deux groupes doivent coopérer dans un effort partagé en faveur du respect et de la vie en commun. Il ne faut pas, par exemple, voir en tout immigrant de confession musulmane un activiste radical partisan du terrorisme islamiste, mais il ne faut pas non plus

se réfugier dans des croyances et des pratiques religieuses propres à nuire à un effort d'intégration et de dialogue interculturel avec l'Occident.

Faute d'une capacité à appréhender de manière adéquate les situations créées par les migrations actuelles et à relever avec intelligence les défis posés, les pays d'accueil comme l'Espagne prennent le risque de l'apparition de nouveaux groupes marginaux, d'affrontements et de conflits sociaux.